

DESCRIPTION ET EXPLICATION GÉNÉRALE DU RÉGIME D'ENTRAIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE PÉNALE EN RÉPUBLIQUE DE PANAMA

La Constitution politique de la République de Panama consacre le respect et l'exécution des normes du droit international. Par conséquent, la République de Panama a souscrit des accords divers portant sur l'entraide juridique en matière pénale.

Ainsi, ce pays maintient un usage peu habituel par rapport à ceux d'autres pays, qui établit divers types d'autorités centrales en fonction de la nature de l'infraction et de l'accord souscrit pour fournir une assistance juridique en matière pénale ; par conséquent, il est recommandé, au moment de formuler une demande d'assistance, de confirmer l'identité de cette autorité centrale si l'accord de base ne le fait pas, et ce pour éviter tout retard dans l'acheminement de l'assistance.

Dans tous les accords bilatéraux sur l'entraide juridique en matière pénale souscrits par la République de Panama, l'Autorité centrale désignée est le ministère de l'Intérieur et de la justice, agissant par l'intermédiaire de sa Direction nationale pour l'application des traités d'entraide juridique et de coopération internationale (TALM) ; la demande d'assistance, une fois prononcée recevable, doit être transmise à l'autorité compétente. De même, la Direction du TALM a été désignée comme l'Autorité centrale chargée de la convention signée avec les républiques centraméricaines et de la Convention interaméricaine, toutes deux portant sur l'entraide juridique en matière pénale.

En ce qui concerne les conditions requises pour déposer une demande d'assistance, la République de Panama s'appuie uniquement sur celles prévues dans lesdits traités.

Lorsqu'un État n'entretient aucune relation juridique internationale en matière pénale, il peut déposer une demande d'assistance internationale par la voie diplomatique auprès du ministère panaméen des Affaires étrangères, qui la transmet à notre Cour suprême de justice. Dans l'espèce, notre Cour devrait invoquer le principe de réciprocité, de solidarité et de bonne foi qui doit prévaloir entre les pays membres de la communauté internationale, et qui permet de faire droit aux demandes formulées à l'étranger par des États avec lesquels la République de Panama n'a pas signé d'accord d'assistance judiciaire. D'autre part, il faut tenir compte du fait que toutes les commissions ou lettres rogatoires non réprimées par le droit positif panaméen peuvent être exécutées au titre de la réciprocité.